

Les élections aux USA : Fin du bonapartisme ?

André Bleicher

*Les êtres humains font leur propre histoire,
mais ils ne la font pas de leur plein gré entre personnes librement choisies,
mais plutôt au milieu des conditions existantes immédiatement données et transmises.*
Karl Marx (MEW, vol. 8, p.115)

Au moment de la campagne électorale, cela était à ressentir : cette élection ne se déroulerait pas comme beaucoup d'autres avant elle. Pourtant les événements de la nuit électorale et ceux du marathon du dépouillement, qui ont marqué les jours qui ont suivi, démontrèrent combien la dissolution des institutions aux USA a largement progressé entre temps. Au moment où, à 19h 59, heure locale de Washington, le président en exercice Donald Trump annonça qu'il ne reconnaîtrait pas l'issue du scrutin, il se démasqua alors comme dictateur potentiel et qu'il était décidé à emprunter la voie de la domination autoritaire. Ce fut de fait un moment historique, car clairement, sans qu'on puisse s'y tromper, après avoir combattu les institutions démocratiques de son pays 4 ans durant, il était désormais prêt à faire le dernier pas, à savoir la négation du vote et avec cela mettre la cognée au fondement de la démocratie. Il devait être clair pour tout un chacun à ce moment, que cette élection n'avait pas seulement à répondre à la question de savoir si un changement de pouvoir surviendrait ou pas, mais plus encore il s'agissait beaucoup plus de la question de l'acceptation des institutions démocratiques et donc de la continuation de la démocratie dans un pays qui avait défendue celle-ci dans des confrontations globales au 20ème siècle à plusieurs reprises.

Le soir du vote, Trump chuta comme putschiste à l'encontre de la démocratie — un moment choc pour les USA et par dessus le marché, un signal d'avertissement adressé aux démocraties de ce monde. Car il se révéla combien des démocraties sont devenues singulièrement fragiles et que même au sein d'une démocratie qui a grandi sur plusieurs siècles, comme les États-Unis d'Amérique, le chemin démocratique peut être abandonné. Cette découverte conserve aussi sa validité, lorsque — un temps long après la clôture du scrutin local — Joe Biden fut enfin confirmé comme *The president elect* [Au sens « proprement » américain, mais c'est encore seulement le « futur » président, puisqu'il ne sera au pouvoir qu'après le 20 janvier ! *Ndl*]. Pour préciser, dans le meilleur des cas, les USA sont passés à deux doigts de la catastrophe. Biden a agi avec circonspection, en n'appelant pas à renchérir pour arriver le premier à la victoire, mais au lieu de cela, il a pris en compte la procédure de dépouillement. Il démontra ainsi que l'Amérique démocratique a encore de la vigueur comme avant et n'est pas entièrement devenue la proie du mépris de la démocratie. La transformation anti-démocratique des USA semble tout d'abord freinée pour une fois. En vérité, il faut se demander comment donc Trump a-t-il pu accomplir une telle ascension qui ne représente vraiment pas une exception : Poutine en Russie, Erdogan en Turquie, Orbán en Hongrie et le parti de droite de Kaczyński avec la justice en Pologne, représentent autant de cas analogues.¹ Dix ans après la crise financière globale, tous les espoirs d'une fin rapide du néolibéralisme et d'une percée de la transformation écologique et sociale semblent déçus. C'est plutôt une violente confrontation entre ceux qui voudraient conserver le *status quo* et les porte-paroles des positions nationalistes, racistes et généralement anti-modernes. La gauche politique ne vient manifestement pas à bout actuellement de son rôle de spectatrice dans la confrontation sociétale pour une démocratie moderne — car il n'est même plus question pour elle d'un surmontement du capitalisme.

La quête fiévreuse d'explications pour la montée de ces courants politiques régressifs a mené à une redécouverte de l'analyse du bonapartisme de Marx, que celui-ci publia en 1832. Fragmentation des classes, situation de pat dans le rapport des forces sociétales, renoncement de la bourgeoisie à la domination politique (et aux afflictions et chagrins que procure la conquête des acquis démocratiques) au profit de l'exercice du pouvoir économique, auto-élévation autoritaire de soi de l'exécutif, domination médiatrice de la populace, tels sont les mots-clefs centraux de l'analyse marxiste de la « *Dictature plébiscitaire* » (Marcuse 1965, p.146). Micha Brumlik (2017, p.19), par exemple, voit en Donald Trump le revenant de Louis Napoléon Bonaparte et certes non pas seulement dans la typologie du caractère, mais aussi en relation aux situations et couches sociales qui les placèrent tous deux au pouvoir. C'est la raison pour laquelle il apparaît sensé de placer l'analyse marxiste du bonapartisme au début de l'analyse de l'élection. Après avoir vu cette figure théorique, devra s'ensuivre ensuite l'analyse électorale et la réponse à la question de savoir si avec l'élection de Joe Biden le danger du bonapartisme peut être jugulé aux USA.

1 Et avec cela ce n'est pas fini, en France un tiers des électeurs votèrent pour le Front National aux présidentielles et en Allemagne l'*AfD* est la troisième fraction du *Bundestag*.

I. Forme d'exception du bonapartisme

L'écrit « *Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte* » occupe une position centrale dans l'œuvre de Karl Marx. Il est question du jour de 1851 où le neveu de Napoléon 1^{er} élimina les tristes restes de la deuxième République par l'état impérial — Marx récapitule l'enchaînement des événements, en commençant par la Révolution de février 1848, jusqu'à la prise de pouvoir totale de Louis Bonaparte le 2 décembre 1851. Dans l'écrit français de Marx le « *dix-huit brumaire* » occupe une position centrale entre « *Les luttes des classes en France* » et « *Guerre civile en France* ». Alors que le premier texte parut dans la *Neuen Rheinische Zeitung*, et traitait des années 1848 et 1849 de la révolution française, et donc pour le dire ainsi, du laps de temps précédant immédiatement le coup d'état de Louis Bonaparte, la « *Guerre civile en France* » se positionne quant à elle en l'année 1970/71. À ce moment-là, Napoléon III — après la défaite de Sedan, dans la dernière Guerre franco-prussienne et son exil anglais — la Commune de Paris commençait. Or celle-ci poursuivait la révolution de 1848 laissée en rade. Il s'agit en elle, selon Sebastien Haffner (1985, p.70), de choses qui nous préoccupent depuis « et qui sont aujourd'hui acquises de haute lutte partout dans le monde : démocratie ou dictature, système des conseils ou bien parlementarisme, socialisme ou capitalisme du bien-être, sécularisation, armement populaire, voire même d'émancipation des femmes — tout cela se trouva soudainement à l'ordre du jour à cette époque déjà ».

En 1852, Marx analyse dans le « *Dix-huit brumaire* » ces événements-là en France, qui menèrent la révolution à son échec et rendirent possible l'ascension de Louis Bonaparte, à l'intention du public intéressé par la politique, lequel était encore familiarisé avec les personnes et événements proches de la révolution de 1848. La série d'articles est de fond en comble maintenue sur un ton polémique et cinglant. Cela commence par la phrase d'introduction dans laquelle Marx cite l'axiome de Hegel, à savoir que tous les événements du monde se produisent deux fois : la « première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce. » (MEW, vol. 8, p.115). Cette polémique suborne et conduit à ne pas voir ce dont il s'agit véritablement pour Marx : il tente de dégager l'échec de la révolution sur des bases relevant des fondements et des pratiques d'analyses sociétales. Ce qui distingue le « *dix-huit brumaire* » des deux autres analyses sur la France, c'est que Marx reconstruit détail après détail la logique d'une restauration sous des conditions sociétales qui ont créé la révolution incomplète de 1848.

Brève récapitulation des événements

Pour plus de commodité on va ajouter ici une brève récapitulation des événements : Louis Bonaparte naquit le 20 avril 1808, son père était roi de Hollande et un frère de Napoléon I^{er}. Après le déclin du premier empire français, sa mère, Hortense de Beauharnais, partit en exil avec ses enfants en Allemagne sur le lac de Constance. C'est là que Louis Bonaparte grandit jusqu'à ce qu'il se rendit en Suisse pour se former comme officier d'artillerie — son oncle, qui était naturellement un exemple pour lui, avait lui-même commencé sa carrière d'officier dans un régiment d'artillerie. Au moment où le fils de Napoléon Bonaparte mourut [en 1832 ; mais il avait été reconnu empereur par les Chambres en 1815 et fait Duc de Reichstadt (1818), *ndt*], Louis Bonaparte entra dès lors dans la succession au trône en première place, laquelle était putative, il est vrai, raison pour laquelle il fut intitulé comme Napoléon III après son plébiscite. En 1836, suite à sa tentative pitoyable de persuader le régiment strasbourgeois de faire un putsch contre le roi bourgeois Louis Philippe, Louis Bonaparte fut interdit de séjour en France et se rendit tout d'abord aux États-Unis et ensuite en Grande Bretagne. De là, il entreprit de nouveau une tentative de putsch en 1840. Avec une escorte de 60 compagnons, il rentra en France par Boulogne afin d'y inciter la garnison à marcher sur Paris. Le putsch s'acheva de nouveau par un désastre et après son jugement, il fut condamné à la prison à perpétuité. Durant son séjour en prison, il étudia les socialistes précoces et rédigea une brochure sur « l'extinction du paupérisme ». En 1846, il parvint à s'enfuir et se rendit en Angleterre. Deux ans après, au début de la révolution de 1848, il revint en France.

Celle-ci y avait éclaté en février et elle força le roi bourgeois Louis-Philippe à renoncer au trône ; or, selon la conception que les révolutionnaires sociaux en avait, cette révolution n'était pas censée rester politique, mais elle voulait plutôt être une révolution sociale. Mais cette tentative audacieuse s'arrêta là. Les révolutionnaires sociaux ne purent pas profiter du droit de vote (réservé aux hommes) et n'atteignirent, aux élections d'avril, que 200 des 900 sièges. Les vainqueurs en furent les républicains libéraux qui purent atteindre 350 sièges. L'alliance des révolutionnaires sociaux (de gauche) et des républicains bourgeois se rompit après les élections d'avril, au moment où la fraction bourgeoise se refusa à accueillir Auguste Blanqui, dans le comité exécutif pentarchique. La protestation des socialistes au sujet de Blanqui se perdit sans être entendue. Au moment où ensuite la fraction bourgeoise résolut, en juin 1848, d'interdire les Ateliers nationaux, qui avait été organisés par les gauches pour remédier au chômage, Blanqui ourdit le soulèvement de juin, lequel fut sauvagement mitraillé d'une manière

extrêmement sanglante, sous les ordres du nouveau ministre de la guerre, Cavaignac — raison pour laquelle on désigna ces meurtres jusqu'à aujourd'hui encore d'après le responsable « *cavaignaqueries* ». À la suite de cela d'autres réformes sociales furent retirées et on rédigea une constitution, qui avait retiré les objectifs sociaux en insistant sur les objectifs conservateurs bourgeois : des valeurs telles que la « famille », la « propriété » et avant tout la préservation de « l'ordre public », furent mises en exergue.

Avec l'élection présidentielle qui se présenta, l'heure de Louis Bonaparte sonna, étant donné que les révolutionnaires bourgeois et les socialistes s'étaient mutuellement paralysés et n'avaient pas la capacité de faire sortir le pays de la crise. Aucun des partis n'y avait réellement gagné, toutes les fractions de classe n'eurent qu'un nombre partiel de sièges et enregistrèrent des échecs. Cette situation, Marx la caractérisa comme « bonapartiste », comme il la formula plus tard dans *Guerre civile en France* (MEW, vol. 17, pp.338 et suiv.) : « À une époque où la bourgeoisie a déjà perdu le pouvoir sur la nation et où la classe ouvrière n'avait pas encore acquis cette capacité », dans la personne de Bonaparte, « l'état s'est autonomisé à l'encontre de la société ». Après la répression du soulèvement ouvrier, en juin 1848, le peuple [en fait des privilégiés ayant le droit de vote, *ndt*] élit encore Louis Bonaparte avec plus de 5 millions de voix pour lui, 1,4 millions pour Cavaignac et purement et simplement 400 000 voix pour Ledru-Rollin. Dans la première phase de la présidence de Louis Bonaparte, d'autres conquêtes de la révolution furent retirées. Les droits et pouvoirs usurpés de l'Église catholique furent restaurés et le droit de vote général abrogé *de facto*.

L'analyse de Marx

L'analyse de Marx s'applique immédiatement à l'attitude de la bourgeoisie après la révolution réussie de février 1848, au moment où cette bourgeoisie commença à dénoncer son alliance avec les prolétaires, étant donné que, selon Marx (MEW, vol. 8, p.153), « toutes les armes que la bourgeoisie avait forgées contre le féodalisme, se retournèrent contre elle, de sorte que tous les moyens d'éducation qu'elle avait générés se rebellaient contre sa propre civilisation, si bien que tous les « dieux » qu'elle avait créés étaient devenus caducs pour celle-ci. Elle comprit alors que tout ce qu'on appelait libertés bourgeoises et organes de progrès de sa domination de classe, s'attaquaient aux fondements sociétaux et aux sommets politiques et les menaçaient dans le même temps et étaient donc devenues socialistes. »

Le président Louis Bonaparte n'est qu'insuffisamment associé à la volonté parlementaire organisée du peuple, la constitution lui laissait un grand espace de « jeu » et au plan social, Bonaparte s'appuya sur la masse de ses électeurs, les cultivateurs de parcelles.² C'est à l'époque une classe *inorganique*, comme Marx le dit, qui vit dans des conditions si misérables qu'elle n'a aucune chance — autrement que les classes *organiques* qui se sont accoutumées à vivre dans les villes — de s'organiser et de se représenter elle-même. Elle n'est pas capable de se représenter au Parlement pour mener une action collective et c'est la raison pour laquelle elle doit se faire représenter par une autorité étrangère à elle-même, qui est dans le même temps son maître.³ Comme maître, qui commença à se servir de ce groupe, ce fut donc ici le neveu de l'homme qui avait libéré cette classe de la servitude féodale au début du siècle et qui avait introduit la propriété sur les biens-fonds. Le gouvernement de Louis Bonaparte s'est appuyé — selon Marx — sur le « sous-prolétariat [celui des gueux, *en allemandt*] (*Lumpenproletariat*) », « l'excrément, le déchet, le reste de toutes les classes » ainsi que sur une grande partie des cultivateurs de parcelles, qui, — isolés les uns des autres — ne formaient aucune classe, raison pour laquelle leurs intérêts ne pouvaient pas être défendus ni ne devaient pas l'être non plus.⁴ La situation changea fondamentalement avec l'élection du président, l'exécutif devint de plus en plus puissant, le Parlement toujours plus impuissant. Celui-ci représente — malgré l'exclusion des ouvriers — encore la volonté des nombreuses voix du peuple, alors que le président agit comme président des fermiers. Ainsi se reflète dans la situation cette différence entre la ville et le pays, le centre et la périphérie ainsi que l'opposition entre Parlement et président. Le

2 À partir de la perspective dont on dispose aujourd'hui, l'analyse de Marx ne résiste plus sur tous les points à la vérification des faits historiques. Dorothea Schmidt montre aussi (2018, pp.38-55) que les propriétaires terriens se rebellèrent partiellement aussi contre le bonapartisme.

3 Il faut remarquer la manière dont Marx, ici, reprend la dialectique domination-servitude tirée de la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel (*Werkausgabe*, vol. 3, p.145) et à partir de sa vision de dénaturer les faits.

4 Que ce concept de « *Lumpenproletariat* » est à problématiser C'est ce que montre Peter Bescherer (2013) dans son étude : *Vom Lumpenproletariat zur Unterschicht [Du sous-prolétariat à la classe inférieure (de la société, ndt)]* qui n'en restitue pas le concept scintillant comme exclusivement déficitaire, comme Marx, mais l'élargit plutôt autour du potentiel créateur et révolutionnaire de ces « propres à rien » (Robert Castel 2000, p.359). Pour Castel ces « vauriens » sont des êtres humains qui n'ont pas de patrie (*Heimat*) dans la société puisqu'ils n'ont plus de facultés utilisables par celle-ci ou ne sont plus utiles à celles-ci et qui se virent dévaluer par la société de la division ou du partage du travail.

Parlement dès lors se transforma de plus en plus en une dictature d'une classe sur toutes les autres. La fraction jacobine — qui se dénommait donc ainsi en souvenir des Montagnards de la grande Révolution française, qui s'appuie désormais sur la petite bourgeoisie urbaine, en se repliant toujours plus fortement sur la défensive, laquelle, un mois déjà après l'élection présidentielle, par les lois spéciales du 28 mai 1849, se voit marginalisée, éloignée de toutes les positions de pouvoir, interdite de parole au Parlement et poussée à l'exil, jugée et emprisonnée. Dans leur angoisse devant le « spectre » du communisme, les révolutionnaires bourgeois s'allièrent aux monarchistes, dont on pensait qu'ils étaient des ennemis de la République, pour former le « parti de l'ordre ». Celui-ci viola si souvent sa propre constitution dans l'assemblée législative, aux profits des intérêts de la propriété, de la sécurité, du calme et de l'ordre, jusqu'à ce que l'exécutif, sous la direction de Louis Bonaparte pût s'emparer du pouvoir absolu, finalement dans une violation définitive de la Constitution. Le 2 décembre 1851 — ou selon le calendrier républicain, le 18 brumaire — Bonaparte fit son putsch et se proclama lui-même au plein pouvoir dictatorial. Un an plus tard, il se fit plébisciter comme empereur Napoléon III. Le coup d'état du médiocre et criminel neveu de Napoléon I^{er} conduisit la deuxième république — pour parler comme Ernst Bloch — au signe caractéristique. Il remplaça la devise « liberté, égalité, fraternité [...] » par les paroles sans équivoque : infanterie, cavalerie, artillerie » (*MEW*, Vol. 8, p.148). La résolution entre un exécutif illimité qui soumet toutes les classes et une bourgeoisie qui ne garantit plus encore qu'un semblant de loi, coïncide avec la puissance d'état. Ainsi se trouve désignée la *seconde caractéristique des situations bonapartistes* : l'échec de la révolution et l'établissement d'une domination autoritaire.

Avec le « *Dix-huit brumaire* », Marx réalise (*MEW*, vol.8, p.167) une révision de la thèse formulée dans le « *Manifeste communiste* », que la lutte des classes serait le moteur de l'histoire. Désormais, il est obligé de constater que la « défaite de juin 1848 » rendit les ouvriers incapables de lutter pendant des années et que le processus historique dût tout d'abord de nouveau passer au-dessus de leurs têtes. Mais plus important apparaît encore le fait que Marx, avec le « *Dix-huit brumaire* », orienta son analyse sur les circonstances sociétales qui constituent le capitalisme. Cela déboucha finalement dans une analyse du capital, son œuvre majeure, qui parut en 1867 et qui désigna la défectuosité de la démocratie dans les sociétés bourgeoises-capitalistes (*MEW*, vol. 1, p.321) ; Celle-ci [la défectuosité, *ndt*] consiste dans le fait, d'une part, de dissimuler des possibilités d'intégration sociétale en ouvrant des espaces de jeu pour une action créatrice et en donnant satisfaction à la mystification de l'exploitation capitaliste (*MEW*, vol. 23, p.562), et d'autre part, la démocratie bourgeoise défectueuse renvoie aussi aux possibilités débordantes que referme l'émancipation sociétale, voire même, carrément jusqu'au surmontement du capitalisme.

Relation de tension entre capitalisme et démocratie

Historiquement considérées, ce ne furent en aucun cas les classes bourgeoises qui imposèrent le parlementarisme et la démocratie libérale. La bourgeoisie craignait beaucoup plus la dynamique des mouvements démocratiques et renonça dans le cycle révolutionnaire de 1848, comme le formule Eric Hobsbawm (2017, p.33) : « à être une force révolutionnaire ». En vérité les conservateurs de l'ordre existant durent apprendre « à faire de la politique sur le peuple avec ménagement » Eric Hobsbawm (2017, p.39). Il fallut la Commune de Paris, avec ses positionnements d'objectifs socialistes, pour amener progressivement les pays au cœur de l'Europe à accepter le Parlement et les droits électoraux généraux. La relation de tension à vue d'œil entre capitalisme et démocratie permet de préciser en quoi consiste l'élément particulier à la forme d'exception du bonapartisme.

Le bonapartisme est une forme de domination qui émane des conditions démocratiques et dans laquelle la relation de tension entre capitalisme et démocratie est bloquée dans un interrègne, où les forces du nouveau sont encore trop faibles, pour mener plus loin le développement de la révolution, les forces de la restauration, par contre, ne sont plus assez fortes pour être capables de restaurer complètement les formes de l'ancien régime. Dans cette situation, les classes dominantes (cultivateurs de parcelles et sous-prolétariat), délèguent donc leurs intérêts à un représentant (Napoléon III), qui leur promet des privilèges sociaux et la restauration d'un ordre sociétal en saisissant l'opportunité de liquider la démocratie.⁵

L'hérétique communiste, August Thalheimer (1967) a utilisé l'analyse de Marx sur le bonapartisme, pour expliquer le fascisme de son époque.⁶ En Allemagne, la révolution de novembre fut indispensable pour faire

5 Ce qui était entre temps seulement possible, parce qu'il laissa intacts les conquêtes de la révolution française bourgeoise.

6 Leo Trotski (1999) et Antonio Gramsci (1991) ont produit des réflexions analogues dans leurs analyses du fascisme. Chez Gramsci (1991, pp. 354 et suiv.) il est dit : « L'aspect de la crise moderne, qui est déploré comme du matérialisme, est relié à

tomber la monarchie et imposer des conquêtes élémentaires, comme le droit de vote pour les femmes. Par dessus le marché, l'institutionnalisation des droits sociaux élémentaires réussit, comme la journée de travail de huit heures. Dans le même temps les conquêtes de la démocratie représentative devinrent la position de dévolution des élites dominantes pour juguler l'évolution et la transformation de la société en direction d'une démocratie des conseils (Rosenberg 1962).⁷ C'est à cette situation du « plus jamais », mais aussi du « pas encore », qu'il faut attribuer le fait que les institutions démocratiques de La République de Weimar demeurèrent si fragiles, pour finalement céder à la domination nationale-socialiste, dans laquelle aussi la grande bourgeoisie — en est une désormais fasciste — à l'instar de celle qui fut soumise à Bonaparte. Comme auparavant celui italien, le fascisme allemand mit fin à un interrègne qui, aux yeux des activateurs du capitalisme, empêchait une revitalisation de l'économie. Il est vrai que August Teilheimer attire l'attention, à bon droit, sur le fait que l'instauration d'une domination autoritaire ne devança aucune révolution prolétaire, le fascisme allemand réagit beaucoup plus au réformisme social plus ou moins couronné de succès ; au moment où l'opportunité s'avéra de liquider les institutions d'une démocratie sociale encore embryonnaire, ceci fut fait avec l'aide silencieuse ou active d'une part considérable de la bourgeoisie. Le *new deal* aux USA ou encore la démocratie industrielle en Suède prouvèrent, entre temps, que d'autres voies étaient imposables pour sortir de la crise.⁸

Des démocraties libérales sont un produit et un médium d'une socialisation antagoniste de la politique. Elles ouvrent l'arène politique à de larges couches de la population. C'est pourquoi dans les sociétés de classes capitalistes — mais aussi dans celles post-capitalistes — il n'y a aucune garantie de stabilité pour des institutions démocratiques. Pour le capitalisme, une démocratie est ensuite particulièrement précieuse quand cela vaut la peine pour lui d'intégrer paisiblement des acteurs antagonistes. Mais cela signifie aussi que capitalisme et démocratie ne se développent aucunement à l'unisson, mais n'entrent que dans des alliances à court terme, temporaires, qui s'avèrent foncièrement révisables. Les théories du bonapartisme sont ensuite d'importance lorsque la relation de tension du capitalisme et de la démocratie apparaît au grand jour et qu'une libération de ces tensions semble ne pas réussir. Il est vrai qu'on ne doit guère comprendre sous le concept de bonapartisme toute forme autoritaire de domination. Les théories du bonapartisme sont particulièrement d'importance, lorsque une démocratie commence à se dé-démocratiser de l'intérieur, pour ainsi dire, parce qu'à certains groupes sont alors barrées les moyens progressifs pour imposer leurs intérêts. Si la forme d'exception du bonapartisme est censée être appliquée aux évolutions des USA, ainsi trois pierres de construction d'une analyse exacte sont à placer en-dessous pour l'assurer : **1.** la révolution défailante, **2.** l'interrègne politique et **3.** « *il trasformismo* » (Gramsci 1991, p.98) des partis de droite, qui sont ré-orientés vers le passé.

II. La révolution défailante — « *So we beat on, boats against the current, borne back ceaselessly into the past.* »⁹

Au 20^{ème} siècle, les USA ont traversé à plusieurs reprises des phases de grandes réformes sociales, dont la plus célèbre, le *new deal* (voir à ce sujet Adelstein 1991), lequel commença, au début des années 1920, à transformer de nombreuses idées politiques des « progressistes » américains dans les réalités sociétales, parmi lesquelles l'assurance contre le chômage, le salaire minimum et les droits contractuels collectifs. L'élection de Roosevelt ne sembla tout d'abord guère représenter un grand retour à gauche. Pendant la campagne électorale, le provocateur démocrate avait critiqué son adversaire Hoover, d'avoir dépensé trop d'argent pendant son mandat. Roosevelt lui-même promit, à sa grande honte, de réduire les dépenses publiques de 25 %. Il était à la vérité impossible à Roosevelt de pouvoir jamais accomplir sa promesse d'un budget équilibré. Toujours est-il qu'il tenta de réduire le déficit en rognant sur les services publics d'état et les pensions des militaires vétérans. La levée de la prohibition fut censée alimenter les caisses de l'état de fraîches rentrées fiscales.

ce qui s'appelle une « crise d'autorité ». Lorsque la classe dominante a perdu le consensus, c'est-à-dire qu'elle ne « guide » plus mais ne fait qu'uniquement « dominer », étant détentrice d'un pouvoir de coercition, cela signifie directement que les grandes masses se sont éloignées de l'idéologie et ne croient plus à ce en quoi elles croyaient auparavant etc. La crise consiste directement dans le fait concret que l'ancien meurt alors que le nouveau ne peut pas venir au monde : dans cet interrègne on en arrive aux phénomènes maladifs les plus divers [...]. »

- 7 Dans cette aspiration de transformation en démocratie des conseils, il faut y classer aussi l'amorce de Rudolf Steiner de la *Dreigliederung* de l'organisme social.
- 8 Avec la Révolution russe, même la possibilité de surmonter le capitalisme fut mise à l'épreuve. Mais on ne doit pourtant pas mettre de côté le fait que ceci se produisit par une élimination du Parlement, des restrictions drastiques des libertés civiles, l'occupation des conseils d'ouvriers (par les Soviétiques) par les bolcheviques et la mise en place progressive d'une domination de parti unitaire [avec en arrière plan les goulags, *ndt*].
- 9 Est cité ici la dernière phrase du grand roman américain, *The Great Gatsby* de Scott Fitzgeralds (2006, p.113) : « *Ainsi continuons-nous de nous battre, tel un bateau à contre-courant, [en étant] portés incessamment en arrière dans le passé* ».

Ses premières mesures à la Maison blanche combinaient l'acquiescement progressif de ses promesses — en particulier en considération de la législation sur le travail — aux mesures réactionnaires, ce qui allait à contre-courant du *common sens* [« sens commun », en anglais dans le texte, *ndt*] de l'époque : soutien des grands entrepreneurs pour réaliser des ententes oligopolitiques et des subventions pour détruire intentionnellement des récoltes et du bétail, afin de relever les prix des productions agricoles.

À partir de 1935 nonobstant, le gouvernement de Roosevelt vira définitivement à gauche. Les *new-dealers* remirent leurs legs les plus durables sur le bon chemin : la réforme de la loi sur l'assurance sociale. Ce fut un point important de ce qu'on a appelé le *second new-deal*, qui prévoyait un système de pension pour le chômage, les accidents du travail, en réduisant considérablement l'insécurité et la peur de la banqueroute parmi les employés américains.

Le chemin de Roosevelt à gauche fut moins une conviction idéologique d'endettement que beaucoup plus du pragmatisme eu égard à une nouvelle situation politique et économique. Les efforts de coopération interclasses du premier *new deal* furent brisés par l'action concertée de la Cour suprême et d'un entrepreneurat hostile, qui s'irritaient du nouveau pouvoir revenant au mouvement des ouvriers. Mais en 1934, les élections du Congrès catapultèrent de nombreux députés progressistes à la chambre des Représentants qui laissa le parti républicain dans une position si faible, que l'administration Roosevelt fut en mesure de gouverner sans une opposition parlementaire efficacement orientée à droite.

La stratégie politico-économique du premier *new-deal*, pour l'essentiel la réduction de la production industrielle et agricole, pour lutter contre la déflation — une amorce connue à l'époque comme de la « modicité organisée (*organisierte Knappheit*) », ne produisit aucuns grands résultats macroéconomiques. Et, ce qui était encore plus important, elle n'avait pas pu calmer un pays touché par de très graves troubles sociaux.

Pourtant Roosevelt eut le courage et la force de continuer le chemin qu'il avait emprunté. Outre le système d'assurance sociale, le second *new deal* renfermait encore une réforme fiscale progressive, de plus grandes garanties d'organisation pour les ouvriers et une préoccupation publique visant à réduire la durée du chômage. Outre qu'elle éveillait des attentes, la nouvelle politique visait nonobstant à ce que l'état devienne finalement l'*employer of last resort* [*employeur de l'ultime recours*, en anglais dans le texte, *ndt*] et de stimuler la demande par l'élargissement du marché intérieur et l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Les nouvelles mesures avaient un petit-goût marqué de keynésianisme et de fait, à partir de 1938, de jeunes économistes keynésiens commencèrent à jouer un rôle de plus en plus important dans l'administration Roosevelt, en convainquant le président de la nécessité, en temps de paix, d'en revenir au déficit du budget pour relancer la demande intérieure.

Le virage à gauche de l'année 1935 permit à Roosevelt de reprendre quelques-unes des propositions fiscales et monétaires des meneurs populistes, sous une forme plus convenable et dans le même temps de se rapprocher des syndicats — une stratégie politique qui culmina dans une alliance entre la Maison blanche et le mouvement ouvrier lors de l'élection présidentielle de 1936. Pour sauver le capitalisme de ses propres tendances à détruire le capital, Roosevelt n'eut pas peur, à la fin des années 1930, de s'allier aux syndicats ouvriers et de se heurter directement aux entrepreneurs.

Comme la phase progressive du *new deal* l'époque actuelle est marquée aussi par un pouvoir économique monopolistique, ce qui a conduit à des inégalités énormes et menacé la démocratie en tant que telle. Comme dans les années 1930, la dernière décennie fut marquée par un chômage de masse ; on démontra de manière pressante combien précaire était la situation des ouvriers américains. Un trait de puritanisme, une ferveur d'auto-conversion individuelle, caractérise la plupart des mouvements de réforme, qui peut être si marqué(e) qu'il/elle remplace l'aspiration à changer concrètement des conditions matérielles. Au commencement de tels mouvements se trouvent le plus souvent des protestations d'en bas — de fermiers appauvris, d'ouvriers en grève, de personnes noires à qui on retire leurs droits civiques dans le sud. Lorsqu'un tel mouvement s'empare de la classe moyenne celle-ci se l'approprie d'une manière telle que l'historien Richard Hofstadter (1955) la caractérise comme une purification morale en ayant un regard sur les *progressives* [progressistes, en anglais dans le texte, *ndt*].

Ces dernières années des moments sporadiques de nouvel éveil moral ont été observés aux USA : *Occupy Wall Street* en 2011, un scintillement utopique qui fut marqué par une grande aspiration à une régulation durable des marchés financiers ; ensuite, à la fin des années Obama, les premières manifestations du mouvement *Black-Lives-Matter* ; et pour finir les deux campagnes électorales de Sanders, une soupape de sécurité politique pour les aspirations anticapitalistes de jeunes gens. La victoire électorale de Donald Trump accéléra et intensifia cet éveil : La suivirent la *Women's March on Washington* après son entrée en fonction ; l'apparition de groupes *Anti-Trump*

Resistance qui se composent en grande partie de femmes d'âge moyen issues de la classe moyenne, pour lesquelles l'activisme représente une expérience nouvelle ; le mouvement #MeToo, un phénomène plus fortement axé sur des formes privées de transition que politiquement concentré ; des manifestations de soutien aux immigrants dans les aéroports et au long de la frontière sud ; le retour d'une exigence de mettre fin au racisme se fondant sur l'injustice comme thème dominant le pays, déclencha des manifestations dans tout le pays.

Spécialement et au plus remarquablement lors de la première campagne électorale de Bernie Sanders, il se révéla que — avec une petite aide du mouvement *black lives matter* — le mouvement progressiste se mit sérieusement à la besogne pour relier deux sollicitations l'une à l'autre. Avec sa campagne contre « l'économie factice » (*rigged economy*), qui depuis trente ans opère sans désemparer une redistribution massive du bas vers le haut de la société, Sanders fit exploser le *common sens* dominant néolibéral. Dans le même temps, il prit dans son viseur le « système politique manipulé » que cette économie a encouragé et protégé. Des décennies durant, Démocrates et Républicains, dans une entente tacite, ont anéanti toute proposition sérieuse de réforme structurelle, tandis que d'un autre côté, ils s'affrontaient dans des batailles dont le vacarme occupait complètement la vie publique et détournait son attention. Désormais Sanders en venait non seulement à stigmatiser la domination de la « classe des milliardaires », il osait même parler de « socialisme démocratique ». Et ce langage n'effraya en aucun cas des partisans potentiels, mais éveilla au contraire des sentiments chez ceux qui avaient somméillé depuis *occupy wall street*. Rapidement la campagne électorale enfla pour atteindre la dimension d'un puissant mouvement de protestation politique et il sembla de temps en temps qu'une réponse sociale fût possible à la question posée par la crise qui prend en tenaille à la fois par l'économie et l'écologie. Ce qu'on a là en tête, c'est que le moyen le plus important pour surmonter les crises économiques dans le capitalisme, c'est l'engendrement d'une croissance économique sur la base de plus grande consommation d'énergie et de ressources, accompagnée d'une destruction écologique qui se répercute en détruisant la société. Les centres capitalistes se trouvent donc devant la résolution, soit de trouver une voie pour organiser écologiquement une croissance, soit d'instaurer une stabilité sociétale sans croissance (Jackson 2009), p.128) Cette constellation est le résultat d'une hyper-globalisation pendant des décennies, ou bien, pour le décrire plus précisément : un enchaînement intérieur et extérieur d'accaparement de terres : les sociétés capitalistes reposent sur un paradoxe d'expansion. Elles ne peuvent pas se reproduire, sans en occuper une autre non-capitaliste et l'absorber progressivement. Ainsi la dynamique des sociétés modernes se laisse-t-elle appréhender comme une suite d'accaparement de terres. Ici le terme de « terres » ne désigne pas seulement les biens-fonds, mais encore les manières de produire, les formes de vie et les stocks de savoir qui n'ont pas encore été marchandisés ou pour le moins pas complètement encore.

Robert Putnam (2020) a récemment publié un ouvrage intitulé : *How America came together a century ago and how we can do it again* [Comment l'Amérique se réconcilia voici cent ans et comment nous pouvons le faire à nouveau [malheureusement sans les Indiens je suppose ! Ndt]]. Sur la base des données statistiques, Putnam expose le cours des années depuis 1890 en quatre courbes, qui durant sept décennies s'élèvent de manière abrupte et durant sept autres décennies s'effondrent d'une manière tout aussi abrupte. Ces courbes représentent l'égalité économique, la coopération politique, la cohésion sociale et une culture de la solidarité. Elles commencent toutes aux profondeurs des bas-fonds de la misère de l'âge doré (*gilded age*), du soi-disant âge d'or, pour atteindre ensuite, au travers des ères progressives, du *new deal* et du mouvement des droits civiques, un surcroît d'égalitarisme, une cohésion et un altruisme. Dont Putnam situe la culmination et l'apogée autour de 1965 [soit deux ans après l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy et trois après le « suicide » assisté de Marilyn Monroe, ndt] — l'année de la marche *Selma* pour le droit de vote des Noirs-américains, du *Voting Act* et de l'introduction du programme *Medicare* sur l'assurance maladie. De ce point les courbes dégringolent en un demi-siècle jusqu'à l'état actuel, le second Âge doré, une époque de guerre de *twitter* et des camions réfrigérés pleins de cadavres du covid.

Ce parcours en arche — fortement schématisé — amène Putnam à la formule « je-nous-je [ego-nous-ego, ndt] ». Il voudrait retrouver du « nous » et il va rechercher le courage pour ce faire dans les années du début du 20^{ème} siècle. L'ère progressive, ainsi l'expose-t-il, fut le résultat d'une évolution, dans laquelle d'innombrables citoyens s'engagèrent chacun dans sa sphère d'influence personnelle et du fait qu'ils se trouvaient ensemble, ils engendrèrent un ferment énorme de critiques et de transformations — par lequel ils réalisèrent effectivement le bond du « je » au « nous ». Le regard de Putnam sur l'histoire est éclairant, mais quant à trouver des indications concrètes sur l'endroit où un nouvel essor pût se produire on ne « trouve » que dalle ! » chez lui. Pourtant dans sa somme, les années 2010 sont une année de défrichages sociaux, mais sans suite conséquente. Aussi y a-t-il quelques justifications à parler de révolution restée en rade. Les acteurs — pour formuler cela à l'instar de Scott Fitzgerald cité au début — « *continuent de ramer en faisant avancer leur bateau à contre-courant, [tout en étant nonobstant] portés incessamment [en arrière] dans le passé.* »

III. L'interrègne politique

En quoi consiste à présent cet interrègne politique ? Il se compose d'anciennes élites et de nouvelles, pour la bourgeoisie économique hégémonique et de ses alliés, des acteurs montants de l'économie digitale ainsi que des fractions *outsiders*, qui préféreraient une société écologico-socialement orientée, pour l'obtention de laquelle jusqu'à présent, ils ne sont guère parvenus à indiquer des issues durables et solides à la crise. Dans leur somme, ces acteurs de l'interrègne ont produit une sorte de néolibéralisme progressif. Cela peut éventuellement sonner comme un oxymore [« figure associant deux mots contradictoires ! » *Maxidico, ndt*], mais de fait, il s'agit d'une configuration politique existant réellement quand bien même lourdement problématique, dans laquelle il faut justement aller chercher la clef de l'élection de Trump en 2016. Dans sa forme US-américaine, le néolibéralisme progressif est une alliance entre, d'une part, des courants qui donnent le ton des nouveaux mouvements sociaux (féminisme, antiracisme, multiculturalisme, et les apôtres des droits LGBTQ

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lesbiennes,_gays,_bisexuels_et_transgenres, *ndt*) et les secteurs commerciaux, souvent basés sur des prestations de service à contenu élevé de symbole, d'autre part (*Wall street, Silicon valley, et Hollywood*). Ici, les forces progressives se trouvent factuellement en alliance avec des forces du capital [du savoir], spécialement la financiarisation. Les premières dissimulant en cela leur charisme aux dernières, inconsciemment ou pas. Des idéaux tels que la multiplicité et *l'empowerment* [émancipation, en anglais dans le texte, *ndt*] servent à présent la clarification des développements politiques qui ont conduit à la destruction du secteur productif et des conditions de vie de la classe moyenne, auxquels ceux qui y avaient un emploi pouvaient autrefois participer.

Le néolibéralisme progressif s'est constitué aux États Unis depuis, disons grossièrement, trois décennies et l'élection de Bill Clinton, en 1992, en marqua quelque peu le commencement. Clinton fut le véritable architecte et porteur de bannière des « *new democrats* », la contre-partie-US du « *new labour* » de Tony Blair. Au lieu de la coalition du *new deal*, à partir des ouvriers de l'industrie organisés en syndicats, des Afro-américains et de la classe moyenne urbaine, Clinton édifia une nouvelle alliance à partir d'entrepreneurs, de banlieusards, de membres des nouveaux mouvements sociaux et de jeunes. Tous faisaient preuve de leur qualité progressiste en faisant le serment du respect de la multiplicité, du multiculturalisme et des droits des femmes. Au mépris de son encouragement aux idées et forces progressistes de cette sorte, le gouvernement Clinton faisait sa cour à *wall Street*. Pendant qu'il livrait l'économie-US à la financiarisation, il dérégulait le système bancaire et négociait ces traités-là de libre-échanges qui conduisirent à l'accélération de la désindustrialisation. À partir de cette manière de laisser tomber la gauche, la « ceinture de la rouille » (*rust belt*) — autrefois le bastion de la démocratie sociale — devint la région qui représente aujourd'hui, pour Donald Trump, une base électorale solide. À côté de nouvelles régions industrielles dans le sud, ces régions furent particulièrement et durement touchées au moment où la financiarisation s'imposa au cours des deux dernières décennies, avant de perdre complètement le gouvernail. La politique de Clinton, que ses successeurs reprirent et poursuivirent — y compris Barack Obama — empirèrent donc les conditions de vie de tous les ouvriers, en particulier cependant ceux qui étaient actifs dans la production industrielle. Le clintonisme, pour le dire brièvement, porte une responsabilité considérable dans l'affaiblissement des syndicats, le déclin des salaires effectifs, la précarisation croissante du travail et l'apparition des « ménages à deux salaires », à la place du salaire familial devenu obsolète que le « nourrisseur » d'autrefois ramenait à la maison.

Le coup porté à la sécurité sociale s'ensuivit donc derrière une façade d'illusions qui fut créée par le charisme dissimulé des nouveaux mouvements sociaux. Ainsi le ménage à deux salaires est-il présenté comme un triomphe du féminisme, pourtant la réalité, derrière l'image trompeuse, consiste en une pression salariale, moins de sécurité d'emploi, un standard de vie en déclin, une montée rapide des heures de travail salariées par ménage, l'aggravation du système à deux vacations au profit des systèmes pratiqué à trois, voire même à quatre vacations, un nombre croissant de personnes vivant seules, des femmes élevant seules leurs enfants, ainsi que de refouler le travail pénible sur d'autres, en particulier sur des pauvres, des gens discriminés par leur race et/ou comme travailleurs émigrés. Un discours durable et menaçant sur la « multiplicité », l'émancipation des femmes [*empowerment*, en anglais dans le texte, *ndt*] et sur le « combat contre la discrimination » (Fraser 2016) régna ainsi par dessus le marché, pendant toutes ces années dans lesquelles la production industrielle rapportait. Le progrès fut de plus en plus mis au même niveau que la méritocratie au lieu de l'apparenter à la part prise dans le travail et à la participation. Comme mesure de l'émancipation, on avançait désormais la montée des femmes « talentueuses », des minorités, homosexuels et lesbiennes dans les *winner-take-all-hierarchy* commerciaux [voir :

https://en.wikipedia.org/wiki/Winner-take-all_in_action_selection, *ndt*] — non plus leur abrogation. Ces représentations d'un progrès

individualiste libéral de gauche prirent progressivement la place des consciences de classes amplement égalitaires, anti-hiérarchiques ainsi que des manières de penser l'émancipation en termes anticapitalistes, qui avaient fait florès dans les années 1960 et 1970. Avec l'affaiblissement de la nouvelle gauche, la critique principielle de celle-ci disparut, qui portait sur la structure de la société capitaliste et l'attitude spirituelle libérale-individualiste typique du pays s'imposa de nouveau. Mais ce qui perfectionnait toutefois cette alliance ce fut la rencontre de cette évolution avec le néolibéralisme en train de gagner du terrain. Un parti qui voulut libérer l'économie capitaliste, trouvait son partenaire rêvé dans un féminisme méritocratique et entrepreneurial-amical, qui se concentrait sur le percement des « plafonds de verre ». Le néolibéralisme progressif aux idéaux étriqués d'émancipation s'accoquina ainsi avec de dangereuses formes de financiarisation. Le néolibéralisme progressif imprègne ainsi un interrègne dans lequel les perdants dérapent rapidement et échappent de plus en plus à la perception sociétale. En particulier depuis le tournant de la politique d'austérité d'Obama, au début de l'année 2010, les valeurs d'estimation à l'égard de l'ensemble des institutions politiques ont chuté pour atteindre une profondeur historique. Au moment où, en novembre 2009, Obama entra dans son investiture présidentielle — d'après la plateforme de sondages *RealClearPolitics* — 33,4 % des Américains avaient une opinion positive à l'égard du travail du Parlement et 60 % une opinion négative¹⁰. Sous Obama, l'insatisfaction grandit de 76,3 %. Une lacune populiste s'en ouvrit, laquelle béante, put dès lors être occupée par *il transformismo* orienté à droite.

IV. « *The fools in town are on our side* »¹¹ — *Transformismo* de droite ?

L'élection de Donald Trump en 2016 marque le moment où il fut mis fin à l'interrègne par les électeurs et que l'on dut céder la place au *transformismo* de droite. Et : l'élection de Donald Trump est un des nombreux actes dramatiques de l'insurrection politique qui, pris dans leur ensemble, signalent un collapsus de l'hégémonie néolibérale. Au nombre de ceux-ci, il faut [bien sûr et c'est évident !, *ndt*] compter celui du vote du *brexit* en Grande-Bretagne, le refus de la réforme Renzi en Italie et le soutien au Front national en France. La série se laisse poursuivre. Si intensément qu'elles puissent se distinguer au plan conception du monde et dans ses objectifs, ces mutineries d'élection populaire ont pourtant une chose en commun : dans tous les cas, il s'agit d'un refus dans la globalisation gérée dans l'économie et les finances, du néolibéralisme et de l'*establishment* politique. À chaque fois, nous avons à faire avec un « NON ! » des électeurs face à la combinaison mortelle d'une politique d'austérité, un libre échange commercial, des pratiques d'exploitations de crédits et d'endettement, ainsi qu'avec les conditions d'un travail précaire, mauvais et mal rémunéré qui caractérisent le capitalisme financiarisé de notre époque. Les voix sont quelque chose comme la réplique politique subjective à la structure de crise politique objective dans laquelle le capitalisme se fourre.

Les rendus dépendants de ce joli nouveau monde cosmopolite de l'interrègne sont comme on le sait des travailleurs de l'industrie, mais aussi des *managers*, des petites gens des affaires et tous ceux qui s'appuient sur la production industrielle dans la *rust belt* et dans le sud, ainsi que tous les groupes de la population rurale pointant au chômage. Ce que la désindustrialisation a apporté de violence à ces groupes là de population s'est vu empirer par les maladies qui leur ont été ajoutées par le moralisme progressif, quand celui-ci les taxe de manière routinière de ploucs culturellement attardés. Avec leur refus de la globalisation, les électeurs de Trump se tournaient aussi contre le cosmopolitisme de la gauche libérale. Pour beaucoup (quoique depuis longtemps pas pour tous) désormais, il n'y a guère plus de grand pas à accomplir pour inscrire sur l'ardoise de leurs dettes, l'empirement de leurs situations de vie, le politiquement correct, les noirs, les immigrants et les musulmans. À leurs yeux, le féminisme et *wall street* sont les deux aspects du même agenda carrément et parfaitement incorporés — en la personne de Hillary Clinton. On a souvent traité ces électeurs de cinglés qui ne seraient pas en situation de ne pas voir qui ils ont hissé et mis au pouvoir, avec Donald Trump. Pourtant cette attribution devait rater la cible. Il s'agissait, pour les électeurs de Trump de rompre avec la politique du moindre mal.

Arlie Russel Hochschild (2017) a entrepris une introspection des électeurs de Trump qui débouche sur la caractérisation d'une perte de manière de vivre fondatrice d'identité. Les partisans de Trump sont découragés ou

10 Voir : www.realclearpolitics.com/epolls/other/congressional_job_approval-903.html, consulté le 3.11.2016.

[Voir aussi l'article de Roland Benedikter dans cette même revue [et les traductions françaises des articles sources parus en novembre dans <https://www.heise.de/tp/features/> : HDRB181120.DOC et HDRB251120.DOC, *ndt*]

11 « *Les fous en ville sont à notre côté* » est le titre d'un roman de Ross Thomas (2003), qui l'emprunta lui-même à Mark Twain (1884, p.202) *Les aventures de Huckleberry Finn* : Il y est dit : « *Hain't we got all the fools in town on our side ? And ain't that a big enough majority in any town ?* [en patois du Nord : Est-ce qu'in a tous les fols-dingues à nos basques? Y-in-a-t-il plin assez din chaque ville?]

déprimés. Ils aspirent ardemment à la fierté tout en pressentant de la honte. Ils ne ressentent plus leur pays comme le leur. Ensemble avec d'autres qui sont comme eux, ils se sentent comblés d'espoir et de joie avec Trump, comme s'il leur donnait des ailes. Comme remis miraculeusement sur pieds, avec lui, ils ne se sentent plus longtemps étrangers dans leur pays. Ce qui s'est émotionnellement passé lors de la campagne électorale de Trump, c'est encore quelque chose d'autre d'important qui opéra à l'instar d'une allumette sur de l'amadou sec. La haute estime à l'égard de Trump fut encore renforcée par un certain soulagement d'être enfin libérés vis-à-vis des fers d'entrave galérienne du politiquement correct. « Débarrassons-nous du politiquement correct ! », en appela Trump. Avec cela il ne fit pas que secouer, pour s'en décrocher, une multitude de points de vue de « donneurs de leçons politiquement correctes », mais encore aussi un principe de « règles sentimentales », et donc de représentations figées en rapport avec des sentiments corrects à l'égard des noirs, des femmes, des immigrés et des homosexuels. Et c'est avec cela qu'il permit la rupture d'avec l'interrègne du néolibéralisme progressif.

En vérité Trump — et bien aussi sur la base d'un manque d'auto-discipline — a laissé échapper une transposition de son agenda national autoritaire de sa *real-politik* de droite. Dans ce sens *il transformismo* resta incomplet. Si l'on voit à partir de la liquidation des accords de protection d'investissements TTIP et TPP, ainsi Trump suivit alors de manière prépondérante des intérêts financiers dans sa politique économique et sociale. C'est là-dedans que tombent la dérégulation de l'économie financière et du secteur de l'énergie, ainsi que la privatisation du secteur public. Dans le même temps, il attaqua sur le reste du *new deal*. De ceci relèvent les réductions et la suppression des programmes de constructions publiques, de l'éducation-formation et de la protection de l'environnement. Ainsi dans le cas de Trump, on ne peut guère parler d'une auto-compréhension de soi bonapartiste de l'état ; Trump accomplit beaucoup plus la domination directe du capital sur le travail. Son mandat devrait être à désigner comme une sorte de « *soft*-bonapartisme » (Losurdo 2008), qui revient à une énucléation de l'institution démocratique avec le maintien de ses mécanismes formels et le concept de post-démocratie de Colin Crouch (2008).

Tout cela donc, n'est qu'à moitié pire ? On va répondre à cette question dans un chapitre conclusif.

V. *Green new deal* ? La querelle directionnelle des Démocrates-US

Si l'on examine les résultats de l'élection, on doit constater que Trump put rassembler sur lui 72 millions de voix — plus que Barack Obama à son premier mandat en 2008, porté sur une vague d'enthousiasme et plus que jamais pour un Républicain avant lui. Enfin, il améliora même son propre nombre de voix de l'année 2016 de neuf millions. Que Biden réalise un score encore plus énorme, dépassant les 78 millions de voix, le meilleur score qu'il n'eût jamais osé espérer, rend sa victoire possiblement historique. Mais en même temps, cela montre combien il est extraordinairement difficile cette fois-ci encore de traiter Trump de suborneur. Sans la corona, et c'est là une ironie de l'histoire, Trump eût très vraisemblablement remporté la campagne électorale — à l'occasion de quoi il n'est pas évident de savoir ce qui lui a nui le plus, la pandémie elle-même ou bien le refus de celle-ci par lui-même lors de la campagne.

Entre temps, il est solidement établi que Biden put recueillir 306 grands électeurs — exactement autant que Trump en 2016 et nettement plus que les 270 requis. Et pourtant le deuxième grand objectif des Démocrates, reconquérir la majorité au Sénat, selon toute vraisemblance a manqué. À cela se rajoute qu'à la Chambre des Représentants, les Démocrates n'ont opéré aucun décalage du rapport des forces, même s'ils pouvaient encore défendre leur majorité dans cette chambre basse. Tous ceux qui affirmèrent que Joe Biden eût été un candidat faible, voir moins combatif, [et grevé de « casseroles », *ndt*] pourraient avoir raison à cet égard — or ils étaient nonobstant à côté de la question. Oui, évidemment Joe Biden n'était pas « *the right man for the job* » [guillemets et expression du traducteur] et clairement aussi, pour remporter le Sénat avec l'écrasant résultat espéré et pronostiqué — **mais** manifestement il fut le bon candidat pour gagner principalement contre Trump [dans l'hypothèse où l'élection ait été vraiment « *clean* », à savoir absolument sans fraude, *ndt*]. Quant à savoir s'il y eût eu un candidat plus approprié, c'est une question qu'il nous faut désormais renvoyer à la spéculation. Il est par contre plus important que Biden soit parvenu à redresser le *blue wall* [« mur bleu » des états majoritaires démocrates désormais, *ndt*], là où Hillary Clinton échoua à le faire — Michigan, Wisconsin et Pennsylvanie, dans lesquels il put aller rechercher quelques-uns de ces « vieux ouvriers chenus » de la *rust belt* encore favorables aux Démocrates, que Clinton avait perdus et laissés à Trump. Pour sa victoire, il eut cependant besoin de l'alliance entre modérés et progressistes dans le parti démocrate, avec comme *leitmotiv* rassemblant, « Trump doit s'en aller ». Quatre ans auparavant cela

avait encore manqué, à la campagne de Hillary Clinton, au moment où de nombreux progressistes ne s'étaient même pas dérangés du tout pour aller voter.

Que signifie ce résultat des élections à la lumière de ce qui a été exposé dans l'analyse ci-dessus ? « *Il trasformismo* » est provisoirement bloqué, ce qui ne signifie pourtant pas que le danger du bonapartisme fût conjuré avec le choix de Biden. Les expériences avec le représentant le plus stratégiquement astucieux des bonapartistes actuels, Victor Orbán, enseignent : « *They ever come back [Ils reviennent toujours]* ». Trump œuvre à sa légende du « coup de poignard dans le dos » [guillemets du traducteur] : « Invaincu aux urnes ! », telle est la teneur de la devise, assassiné par derrière par des bulletins falsifiés de votes par correspondance. Et des millions de ses électeurs ont bien l'intention de la croire — et à comprendre comme traître celui qui émet des doutes sur cette conjuration, précisément aussi du côté des Républicains. Cela Trump le fait dans le *Grand Old Party* d'autrefois, jusqu'à nouvel ordre pour un grandeur extraordinairement dangereuse. Par surcroît ensuite, s'il réalise d'autres réflexions et fonde sa propre chaîne de télévision. Des millions et des millions de spectateurs lui sont assurés.

C'est la raison pour laquelle la présidence de Biden se trouve déjà aujourd'hui sous la fascination de la prochaine élection de 2024. Si le résultat enseigne une chose, alors c'est la force du groupe des blancs méprisés et décrochés par les néolibéraux progressistes et celle-ci — à condition de bonnes stratégies de mobilisation appropriées — peut amener de nouveau une situation bonapartiste. Ceci vaut d'autant plus que la victoire pût se révéler rapidement comme un victoire à la Pyrrhus. Le Sénat dominé par les Républicains, avec à la tête le meneur de la puissante majorité, Mitch McConnell, permet aux Républicains de bloquer l'ensemble des projets de lois du gouvernement et en outre, tout au début, il peut même faire tomber ou rejeter des membres du gouvernement qu'il n'agrée pas.

La présidence de Biden se retrouvera dès le commencement sous une mauvaise étoile. D'une part, Trump soulèvera de nouveau la question de la légitimité et présentera toujours Biden comme celui qui lui a volé la victoire. Dès les années 2008/2009, les *birther* [ceux pour qui il faut absolument respecter la loi, pour devenir président, d'être effectivement né sur le sol américain, *ndt*] avaient tout tenté pour saper la légitimité du président Obama, en affirmant qu'il était véritablement né au Kenya et que donc il ne pouvait pas être président. Obama, qui, après 8 années de présidence Bush, avait remporté une victoire écrasante des Démocrates, se retrouva, dès février 2009, et donc à peine un mois après son investiture, sous la pression du mouvement *tea-party* « radical de droite et du marché ». Ce mouvement poursuivait une politique centriste technocratique qui s'interprétait comme étant « *across the aisle* » [à savoir « au travers des deux ailes des partis politiques-US », *ndt*] et, travaillant en collaboration avec les Républicains délégitimés, cela lui conféra tout l'élan de son départ. Les Républicains lui tournèrent le dos déjà lors des élections suivantes à mi-mandat de 2010 et reprirent le pouvoir au Congrès. Dès lors Obama fut le « Repoussé » largement déplacé vers la droite, par le parti Républicain — avec les nombreux gouverneurs et députés du congrès du *tea party*. En 2010, Obama était déjà un président en situation d'échec. Son vice-président Joe Biden en devient un de ce jour et il sera un président repoussé et peut-être même il en sera un du jour, en échec.

Biden connaît bien cette problématique. C'est aussi pour cela que l'action de Biden vise à rassembler, dès après le 3 novembre, une équipe gouvernementale au-dessus des partis, quitte même en y ferlant des Républicains modérés, tandis que des Démocrates progressistes tels que Bernie Sanders et Elisabeth Warren, furent approchés pour les postes de ministre du travail et ministre des finances, respectivement, juste après le vote déjà, sans tout autre commentaire depuis. Soit qu'ils n'aient aucune chance d'être agréés par un Sénat républicain dominant, soit qu'il s'agisse pour Biden, pour l'essentiel, de restaurer la situation de l'interrègne, et donc de réaliser une sorte de politique-Obama 2.0. C'est pourquoi, si l'on voit les choses en partant du fait que la défaite de Trump, le 3 novembre, est et reste une victoire pour tous les Démocrates, les perdants du côté démocratique sont aussi pareillement clairs : ce sont les Démocrates progressifs de la *squad* [l'équipe, en anglais dans le texte, *ndt*], les Députés de gauche autour de Alexandria Ocasio-Cortez — et avec cela en même temps tous ceux qui poussent au changement fondamental. Car tandis que le jeu repose foncièrement entre les mains du parti de l'*establishment* des Démocrates de pouvoir faire évoluer le cours des choses qui lui plaisent de manière plus conciliante au lieu que d'être capable de les vendre en forçant les Républicains, les chances pour des réformes urgentes et fondamentales — depuis le vaste système de santé nécessaire jusqu'au *green deal* — s'en trouveraient détruites en provoquant un blocage au Sénat. La date décisive est par conséquent avant tout le 5 janvier — avec les deux scrutins de ballottage en Géorgie autour des deux postes vacants de sénateur. Ensuite la situation se clarifiera quant à savoir si les Démocrates parviendront encore à dégoter les deux sièges qui leur garantiraient le pat 50/50 — de sorte que Kamala Harris, en tant que vice-présidente disposant d'une voix supplémentaire, fasse pencher l'aiguille de la balance de son côté. Avec cela le gouvernement Biden ne serait plus renvoyé aux compromis avec les Républicains et pourrait imposer des réformes plus profonde... Il n'y a guère de choses qui parlent en faveur

de ce scénario, dans l'intervalle.¹² D'une certaine façon, Biden réitère l'erreur de Obama qui, après l'élection de 2009, a tout engagé pour marginaliser les démocrates autour de Howard Dean. Pourtant Dean avait fourni la contribution essentielle à la victoire de Obama, avec la « stratégie des 50 états (*50 states strategy*) » développée par lui, en convainquant les Démocrates qu'ils ne pouvaient plus spéculer simplement en terme de stratégie électorale sur les *swing-states* [état dont le résultat au vote est momentanément jugé comme décisif, *ndt*] mais devraient beaucoup plus sérieusement établir et proposer un programme électoral politique pour tout le pays [autrement dit : cesser de prendre leurs électeurs potentiels pour des demeurés mentaux. *Ndt*]

Pire que de débarquer tactiquement les progressistes, sur ces entrefaites, c'est qu'il semble bien que Biden agisse comme s'il ne voulait pas de rupture. Lors de la campagne électorale, il s'est vivement opposé aux exigences sociales démocratiques des Démocrates de Sanders, envers un système de santé public pour tous (« *Medicare for all* ») et un *green new deal*. Ce message s'adresse à ceux qui ne veulent plus en revenir au *status quo* d'un *management* raisonnable. Le problème c'est seulement qu'il n'existe aucun retour au *status quo ante* [d'avant] Trump. Biden 2020 — s'il ne parvient pas à regagner à lui, au moins partiellement, la classe moyenne dépendante et les idées des progressifs — posera de toutes manières les bases pour le trumpisme version 2024, c'est égal quel nom portera alors le candidat du nationalisme de droite autoritaire. Car les élections de 2020 ont aussi montré ceci : quatre années durant, Trump a foncièrement créé la base massive de cette sorte de politique. Si Biden en reste à une politique de démarcation et de marginalisation, alors cela donnera à entendre qu'il veut contribuer quelque peu à reproduire la constellation du bonapartisme : les progressistes restent marginalisés ; l'interrègne sera restauré, mais il est si fragilisé d'avance qu'il pourra à peine développer de force structurante et la classe moyenne dépendante sera donc la victime du prochain bonapartiste.

Que reste-t-il à Biden ? Il pourrait se concevoir comme un président de transition — et il y a quelques signes dans ce sens — dont la mission peut être de frayer la voie aux USA d'un modernisme écologico-social. Avant l'élection déjà, il s'est caractérisé lui-même comme un « candidat de transition ». Avec l'élection, le constat est fait qu'il est bel et bien simple candidat de transition, qui sera au maximum 4 ans en fonction. Mais l'action d'ensemble du gouvernement, comme celle du parti démocrate, seront focaliser sur une date : l'an 2024 et la défense de la présidence reconquise — ensuite, possiblement sous la candidate et la présidente Kamala Harris, si Biden ne dût pas prématurément transmettre son mandat à sa vice-présidente, par exemple avant les élections à mi-mandat de 2022.¹³ Si Biden accepte d'être l'opérateur d'une transition, il pourrait se libérer de la situation bloquée et programmer les conditions d'une contingence globale qui attire l'attention sur la nécessité de traduire au plan politique le tournant écologique et social, en recherchant des liens parlementaires et extraparlimentaires avec les progressistes. Il importe en outre de dénoncer le blocage des Républicains tel qu'il s'avère : refus politique de s'occuper de ce qui va à l'encontre des intérêts de leurs électeurs. Car même pour les « cinglés en ville » vaut aussi la phrase qui fut attribuée à Abraham Lincoln : « *You can fool some of the people all of the time, et all of the people some of the time, but you can not fool of the people all of the time.* »¹⁴

Sozialimpulse 4/2020.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Littérature :

Adelstein, Richard (1991) : « The Nation as an Economic Unit » : Keynes, Roosevelt and the Managerial Ideal [« La nation comme unité économique : Keynes, Roosevelt et l'idéal managérial » *The Journal of American History* 78 (1), pp.160-187.

Berman, Arie (2010) : Herding Donkeys : The Fight to rebuild the Democratic Party and Reshape American Politics [Mener des ânes en troupeau : la bagarre pour reconstruire le parti démocrate et rattraper la politique américaine] [L'âne est la mascotte du parti démocrate ; leur entêtement (et leur sagesse parfois), celui de l'âne et celui de ce parti, est proverbial aux USA, même dans la panade, ils persévéreront toujours ! En France, on refuse de voir la duplicité de ce parti, même après l'assassinat spectaculaire de John Fitzgerald Kennedy qui eût dû éveiller déjà les consciences françaises vis-à-vis de ce parti très mal connu e ce côté-ci de l'Atlantique. *Ndt*].

Bescherer, Peter (2017) : Vom Lumpenproletariat zur Unterschicht. Produktivistische Theorie und politische Praxis [Du sous-prolétariat à la classe inférieure. Théorie productiviste et pratique politique] Francfort-sur-le-Main/ New York.

Brumlik, Micha (2017) : Der achtzehnte Brumaire des Donald Trumps [Le 18 brumaire de Donald Trump] dans *Die Zeit*, 2,3,2017.

12 Elaine Godfrey a caractérisé la querelle d'orientation de manière globale sur le site de la revue *The Atlantic* : *The Democratic Truce is over. The Battle for the Party's future has begun* [La trêve démocratique est terminée. La bataille pour l'avenir du parti a commencé] — Voir : <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/11/conor-lamb-aoc-democrats-fighting-socialisme/617045/> — consulté le 20 novembre 2020.

13 Quand bien même Biden refuse officiellement ceci, quelques indications émergent au sujet de sa santé.

14 « On peut bien duper tout le peuple pendant un certain temps et on peut duper une partie du peuple tout le temps, mais on ne peut pas tout le temps berner tout le peuple. » [Une phrase qui vaut aussi pour la conduite de la lutte contre la pandémie en France, *ndt*]

Castel, Robert (2000) : Die Metamorphosen der Sozial Frage. Eine Chronik der Lohnarbeit [Les métamorphoses de la question sociale ; Une chronique du travail rémunéré.] Constance.

Crouch, Colin (2008) : Progressive Neoliberalism versus Reactionary Populism. A Choice that Fenimists should refuse [Néolibéralisme progressif versus populisme réactionnaire. Un choix que des féministes devraient refuser] dans *NORA Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, pp.281-284.

Fitzgerald, R. Scott : The Great Gatsby, New York.

Gramsci, Antonio (1991) : Gefängnishefte [Cahiers de détention]. Berlin.

Haffner Sebastian (1985) : Im Schatten der Geschichte. Historisch-politische Variationen aus 20 Jahren. [Dans l'ombre de l'histoire. Variations historico-politiques de 20 ans]. Stuttgart.

Hegel Georg Wilhelm Friedrich (1970) : Phänomenologie des Geistes [Phénoménologie de l'esprit] dans Hegel, Theorie Werkausgabe vol. 3, éditées par E. Moldenhauer & K.M. Michel, Francfort-sur-le-Main.

Hobsbawn, Eric (2017) : Das lange 19. Jahrhundert : Die Blütezeit des Kapital 1848-1975. . [Le long 19ème siècle : le temps de l'épanouissement du capital 1848-1975], Darmstadt.

Hochschild, Arlie Russel (2017) : Fremd in ihrem Land. Eine Reise ins Herz der amerikanischen Rechten [Étrangers dans leur pays. Un voyage au cœur des droites américaines].

Hofstadter, Richard (1965) : The Age of Reform. From Bryan to F.D .R., Knopf, New York.

Losurdo, Domenico (2008) : Democratie oder Bonapartismus, Cologne.

Marcuse Herbert (1965) : Nachwort zu Karl Marx, Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte [Postface au sujet du *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* de Karl Marx] Francfort-sur-le-Main, pp.143-150.

Marx, Karl & Friedrich Engels (1959) : Das Manifest der kommunistischen Partei [Le manifeste du parti communiste] dans *MEW*, vol. 4, Berlin.

Marx, Karl (1960) : Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte, dans *MEW*, vol. 8, Berlin.

Marx, Karl (1973) : Au sujet de la critique de la philosophie du droit de Hegel, dans *MEW*, vol. 1, Berlin.

Marx, Karl (1973) : Das Kapital, Premier tome, dans *MEW*, vol. 23, Berlin.

Marx, Karl (1990) : Die Klassenkämpfe in Frankreich, dans *MEW*, vol. 7, Berlin.

Marx, Karl (1999) : Die Bürgerkrieg in Frankreich, dans *MEW*, vol. 17, Berlin.

Putnam, Robert D. (2020) : The Upswing : How America came together a century ago and how we can do it again. [Le redressement : Comment l'Amérique se réconcilia voici cent ans et comment nous pouvons le refaire aujourd'hui] New York.

Rosenberg, Robert (1962) : Democratie & Sozialismus. Zur politische Geschichte der letzten 150 Jahre [Au sujet de l'histoire politique des 150 dernières années], Francfort-sur-le-Main.

Ross, Thomas (2003) : *The fool in town are on our side* [Les cinglés en ville sont de notre côté], New York.

Schmidt Dorothea (2018) : Martx'Analyse der Klassenbasis von Louis Bonaparte. Ein Faktechek [L'analyse de Marx de la base des classes de Louis Bonaparte. Une vérification des faits.] dans Bzeck, Martin et Ingo Stütze (éditeurs) : Die neuen Bonapartisten. Mit Marx den Aufstieg von Trump & Co. verstehen [Les nouveaux bonapartistes. Avec Marx, comprendre la montée de Trump et compagnie], pp.38-55.

Steiner, Rudolf (1891) : Die Kernpunkte der Sozialen Frage in den Lebensnotwendigkeiten der Gegenwart und Zukunft [Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de la vie de notre époque et de l'avenir]

Thalheimer, August (1967) : Über den Faschismus [Sur le fascisme] dans : Adendrothe, Wolfgang, Flechtheim, Ossip Karl und Iring Fetscher (éditeurs), Faschismus & Kapitalismus. Thorien über die sozialen Ursprunge und die Funktionen des Faschismus [Fascisme et capitalisme. Théories sur les origines sociales et les fonctions du fascisme] Francfort-sur-le-Main, pp.128-160.

Trotsky, Leo (1999) : Portrait des Nazionalsozialismus. Ausgewählte Schriftenn 1930-1934 [Portrait du national-socialisme, recueils d'essais] Essen

Twain, Marc (1884) : Adventures of Huckleberry Finn. Londres